

### Article 1bis A:

**3750 euros d'amende** pour le fait de faire la promotion du squat par quelque moyen que ce soit

### Article 2 bis:

Le proprio n'est plus responsable de faire des travaux ni en cas d'accident si son bâtiment est occupé sans droit ni titre.

### Des expulsions de locataires accélérées

#### Article 4:

Tous les baux seront désormais automatiquement résiliés après un commandement de payer infructueux. Le fait de commencer à rembourser sa dette ne suspendra pas la résiliation du bail. Les locataires devront donc payer leurs dettes, tout en étant mis·ES dehors

### Élargissement de la loi ASAP aux bâtiments vides

#### Article 2:

La loi ASAP est applicable même si le bâtiment n'est pas meublé. Le maire ou un commissaire de justice peuvent constater l'occupation et enclencher la procédure ASAP

#### Article 2 ter:

Les conventions précaires avec agrément de la Pref, expérimentées depuis 2018, sont pérennisées dans le but de protéger les bat vides du squat

#### Les délais accordés avant l'expulsion divisés par 3

#### Article 5:

Les délais octroyés par le juge qui étaient compris entre 3 mois et 3 ans passent de 1 mois à 1 an.

**6 semaines de délai entre l'assignation et l'audience**(contre 2 mois avant). **Suppression des 2 mois entre le commandement et l'expulsion** pour les locataires « de mauvaise foi ».



NUMERO 2  
Janvier 2023

Ce numéro est composé de deux parties. L'une retrace, synthétiquement l'histoire de la répression anti-squat et la deuxième est un tract découpable qui explique la nouvelle loi !

#### Pour choper le PDF:

[labaudriere.noblogs.org](http://labaudriere.noblogs.org)

Et juste en dessous, appel à mobilisation nationale intersquat ! Faisons vivre nos lieux lors de cette semaine ! Squat partout <3

### **ON N'A PAS DIT NOTRE DERNIER MOT !**

Avec chaque nouvelle loi l'étau semble se resserrer un peu plus sur les possibilités de se loger sans enrichir un·e proprio. C'est **la première fois qu'une loi entière porte exclusivement sur la répression des squatteuses et des locataires...**

**Il a toujours existé des ruses** pour contourner certains obstacles juridiques au squat. Un objectif serait de continuer à les dénicher et se les partager, avec des brochures, ateliers, ou n'importe quoi d'autre.

Par ailleurs, **la solidarité face aux expulsions**, en plus du soutien physique et moral qu'elle apporte, complique souvent la tâche des expulseurs... Quant à ces derniers il est aussi possible de **trouver leurs adresses**, en particulier celle des huissiers et des proprios, **et leur montrer qu'ils n'agiront pas sans conséquences.**



**Contre la nouvelle loi anti-squat  
porté par Guillaume Kasbarian**



**MOBILISATION  
INTERSQUAT  
NATIONALE**

**VIVE LES SQUATS ET LES  
LUTTES D'OCCUPATIONS**

**23 - 29  
JANVIER**

**PLUS D'INFORMATIONS SUR PARIS LUTTE INFO**



# 2003 LOI POUR LA SÉCURITÉ INTERIEURE

1 AN DE PRISON POUR LES MARCHANDS DE SOMMEIL  
& 6 MOIS POUR CERTAINS TERRAINS SQUATTÉS

Merci SARKO!

Il voulait déjà mettre de la prison aux squatteuses, une grosse mobilisation l'a dissuadé!

## 2005 VAGUE D'EXPULSIONS à Paris



INCENDIE dans un squat parisien fait 7 mortes  
SARKO sur le dessus, fait expulser plein de squats au motif d'insalubrité  
→ en décembre, une ordonnance facilite les expropriations pour insalubrité.

## 2007

### LOI DALO

Création d'une PROCÉDURE D'EXPULSION EXPRESS par le Préfet dans le cas du squat d'un domicile.

+ 2014 : 3 ans de prison pour les proprios qui expulsent illégalement

## 2015

### AFFAIRE MARYVONNE

Premier GROS BOZZ MÉDIATIQUE autour de la figure d'une petite propriétaire victimisée.

## 2018

### LOI ELAN

SUPPRESSION de la trêve hivernale du délai de 2 mois s'il y a voie de fait.

+ 2017 : une loi anti-squat instaurant une procédure d'expulsion express & des peines de prison est votée en Belgique.

## 2020

### Loi ASAP

Nouveau GROS BOZZ MÉDIATIQUE autour du squat d'une résidence secondaire.  
La PROCÉDURE EXPRESS de la loi DALO s'applique aux domiciles "qu'il s'agisse ou non de la résidence principale".

HISTORIQUE DE LA RÉPRESSION ANTI-SQUAT

# UNE LOI DÉDIÉE À LA RÉPRESSION DES SQUATTEUSES ET DES LOCATAIRES

La liste des mesures anti-squats ne cesse de s'étendre au fur et à mesure que l'État affine la législation pour protéger la propriété. Les flics et les juges s'en servent pour réprimer toujours plus les occupations de bâtiments vides tout comme les locataires qui ne payent plus leur loyer.

Alors que la loi ASAP, permettant d'expulser des squatteuses sans procédure judiciaire, est de plus en plus appliquée, la majorité parlementaire vient d'annoncer une nouvelle proposition de loi "visant à protéger les logements contre l'occupation illicite".

Comme de coutume, cette annonce coïncide avec la montée en épingle par les médias d'histoires de petits proprios malheureux parce que leur résidence secondaire est squattée, ou parce qu'ils ne pourront pas se payer du champagne à Noël à cause de locataires récalcitrants. Ces récits servent de prétextes pour défendre les profits que les propriétaires tirent de leurs biens.

Dans tous les cas le problème c'est la propriété et ces "droits" de la propriété sont de mieux en mieux garantis par divers dispositifs législatifs.



## VOICI UN APERÇU DE LA PROPOSITION DE LOI ACTUELLE:

3 ans de prison pour le squat de n'importe quel bâtiment "à usage d'habitation"

### Article 1A

(résumé avec nos mots) 3 ans de prison et 45 000 euros d'amende pour le fait de squatter n'importe quel bâtiment. Applicable aussi potentiellement pour les locataires une fois qu'ils ont eu un commandement de quitter les lieux.

6 mois de prison et 7500 euros d'amende si une locataire ou squatteuses reste alors qu'il est expulsable.

### Article 1 et 2

3 ans de prison aussi pour le squat du domicile d'autrui. Un bâtiment est désormais considéré comme le domicile même si ce n'est pas la résidence principale, à partir du moment où il y a des meubles